ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 25 juin 1992, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932", a donné le 4 novembre 1992 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 juni 1992 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932", heeft op 4 november 1992 het volgend advies gegeven :

DISPOSITIF.

Article 2.

1. A l'article 1er, § 1er, 3°, en projet, mieux vaudrait écrire : "aux registres de la population de la commune".

2. Le texte néerlandais de l'article 1er, § 3, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le paragraphe 4 du même article serait mieux rédigé comme suit :

"Les articles 6 à 9bis du Code électoral sont applicables aux élections communales, moyennant les adaptations nécessaires".

Article 4.

1. Il vaudrait mieux que l'article 3bis en projet figure après l'article 4 de la loi électorale communale, dont il constituerait l'article 4bis.

2. De l’accord du fonctionnaire délégué, il est proposé d’écrire à la fin des alinéas 1er et 2 du paragraphe 1er en projet, "aux élections dans la commune" au lieu de "aux élections communales".

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 4, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

L’alinéa 1er de l’article 4 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"En cas d’élection ordinaire, le collège des bourgmestre et échevins dresse la liste des électeurs le 1er août de l’année durant laquelle il est procédé au renouvellement des conseils communaux".

Article 6.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Dans la seconde phrase de l'article 7, alinéa 2, en projet, il y a lieu de remplacer le mot "précité" par le mot "royal".

Article 9.

1. Dans l'article 8, alinéa 3, en projet, il convient d'écrire en français "... sur l'avis conforme ...".

2. Dans l'alinéa 4 du même article, les mots "par l'alinéa précédent" sont superflus et doivent être omis.

Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

En raison de l'importance des modifications apportées à l'article 12 de la loi électorale communale, il est proposé de procéder à son remplacement.

Article 13.

L'article 13 en projet serait rédigé plus simplement comme suit :

"Chaque bureau comprend un président, un président suppléant s'il échet, quatre assesseurs, quatre assesseurs suppléants et un secrétaire.

Les candidats ne peuvent pas en faire partie".

Article 16.

Dans l'article 20, alinéa 2, en projet, les mots "du présent article" doivent être remplacés par les mots "de l'alinéa 1er".

Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

Dans le texte français de l'article 21, alinéa 4, deuxième phrase, en projet, mieux vaut écrire "... les mentions indiquées à l'alinéa 2".

Article 18.

A la fin de l'article, il faut écrire "... et les dates visées aux alinéas 1er à 3".

Article 20.

1. Le texte figurant au 1° doit être rédigé comme suit :

"1° le paragraphe 1er est complété par les mots "et que les mots "bureau principal d'arrondissement" sont remplacés par les mots "bureau principal";".

2. Le texte du 2° serait mieux rédigé comme suit :

"2° le paragraphe 3 est complété par un 5° rédigé comme suit :

"5° les mots "bureau principal d'arrondissement" sont remplacés par les mots "bureau principal"".

Article 22.

Il faut omettre les mots "modifié par les lois des 30 juillet 1938 et 8 juillet 1970", l'alinéa 3 de l'article 29 n'ayant pas été modifié par ces lois.

Article 24.

Le texte néerlandais de l'article 36, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25.

Dans l'article 37, alinéa 3, première phrase, en projet, les mots "mentionné à l'alinéa précédent" doivent être remplacés par les mots "visé à l'alinéa 2".

Le texte néerlandais de la même phrase devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

1. En raison de la suggestion faite ci-après d'insérer un nouvel alinéa 3, la phrase introductive de l'article 38 en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Toutes les dépenses électorales sont à charge de la commune et notamment :".

2. D'après les explications fournies par le fonctionnaire délégué au sujet de l'alinéa 1er, 2°, en projet, la limitation de la couverture aux dommages corporels procède de la volonté de s'aligner sur l'arrêté royal du 13 novembre 1991 déterminant les modalités de l'assurance prévue par l'article 130 du Code électoral (1). L'article 2, alinéa 1er, dudit arrêté dispose :

(1) Moniteur belge du 15 novembre 1991.

"La police d'assurance souscrite en exécution de l'article 1er couvre les dommages corporels résultant des accidents dont sont victimes les membres des bureaux électoraux durant l'exécution de leur mission ou sur le chemin aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau".

En raison de la teneur de l'article 130 du Code électoral, l'article 38, alinéa 1er, 2°, en projet, crée une différence de traitement qui n'a pas de justification admissible.

Le fait que le texte en projet reproduise les termes de l'arrêté royal du 13 novembre 1991 précité ne peut fournir une telle justification.

3. Il est proposé de compléter l'article 38 en projet par un alinéa 3, rédigé comme suit :

"Sont toutefois à charge de l'Etat :

1° le papier électoral;

2° les frais de déplacement exposés par les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, aux conditions déterminées par le Roi".

Article 27.

La rédaction suivante est proposée :

"A l'article 40 de la même loi, modifié par la loi du 5 juillet 1976, dont le texte actuel formera le paragraphe 1er, il est ajouté un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"§ 2. La marque du vote ... (la suite comme au projet, sous réserve, toutefois, d'écrire à l'alinéa 3 "en application de l'alinéa 2" au lieu de "en exécution de l'alinéa précédent")".

En outre, le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

Le texte néerlandais de l'article 41, alinéa 4, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 29.

Conformément à la rédaction proposée pour l'article 40 en projet (article 27 du projet), il y a lieu d'écrire "en application des articles 37, alinéa 3, et 40, § 2, alinéa 2".

Article 32.

Il est proposé de rédiger la disposition comme suit :

"A l’article 50 de la même loi, modifié par la loi du 5 juillet 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er à 3 en forment le paragraphe 1er;

2° l’alinéa 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 2 ... (comme au projet)";

3° les alinéas 5 à 7 en forment le paragraphe 3".

Article 33.

Le texte néerlandais de l’article 52, alinéa 4, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 34.

Il y a lieu d’omettre les mots "modifié par la loi du 5 juillet 1976".

Article 37.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L’article 65 de la même loi, modifié par les lois des 9 juin 1982 et 7 janvier 1991, est remplacé par la disposition suivante :".

2. Aux termes de l’article 10, alinéa 1er, de la nouvelle loi communale, "Le membre du corps communal qui perd l’une ou l’autre des conditions d’éligibilité cesse de faire partie du conseil".

En conséquence, les mots "et le rester" qui figurent dans la phrase introductive de l’article 65 en projet doivent être supprimés.

3. Il est proposé de rédiger l’article 65, alinéa 2, 2° et 3°, en projet, comme suit :

"Ne sont pas éligibles :

1° (comme au projet);

2° ceux qui sont exclus de l’électorat par application de l’article 6 du Code électoral;

3° ceux qui sont frappés de la suspension des droits électoraux par application de l’article 7 du même Code".

4. Au 4° du même alinéa, il faut omettre les mots "du présent alinéa".

En outre, afin d'éviter l'insertion d'une phrase incidente dans une énumération - procédé qui crée des difficultés de référence -, il faut écrire, à la fin du 4°", cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation".

5. Le texte suivant est proposé pour l'article 65, alinéa 3, en projet :

"Les conditions d'éligibilité doivent être réunies le jour de l'élection, à l'exception des conditions visées à l'alinéa 1er, 1° et 3°, lesquelles doivent être remplies le jour où la liste des électeurs est arrêtée".

Article 40.

Selon l'exposé des motifs, "la division de l'article 84 en paragraphes contribue à la lisibilité du texte en projet". L'objectif recherché est loin d'être atteint.

1° En effet, le paragraphe 1er compte un alinéa et le paragraphe 2 en compte huit;

2° au paragraphe 1er, la référence à l'article 7 est ambiguë dès lors que cette disposition opère une distinction entre la réunion ordinaire et la réunion extraordinaire des électeurs (2);

---

(2) Dans le texte français de la deuxième phrase du paragraphe 1er, il faut remplacer le mot "tracées" par le mot "prévues".

3° le dernier alinéa du paragraphe 2 est sans rapport avec le reste de l'article.

De plus, l'opportunité de la référence à l'article 3 de la nouvelle loi communale n'apparaît pas.

L'article doit être entièrement revu.

Article 42.

Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au 2°, il faut écrire "l'article 33, alinéas 4 et 5, modifié ...".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

1. Het zou beter zijn in het ontworpen artikel 1, §1, 3°, te schrijven "in de bevolkingsregisters van de gemeente".

2. Het zou beter zijn in het ontworpen artikel 1, § 3, de wending "ophouden te voldoen aan" te vervangen door "niet langer voldoen aan".

3. Paragraaf 4 van hetzelfde artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"De artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek zijn van overeenkomstige toepassing op de gemeenteraadsverkiezingen, mits de nodige aanpassingen geschieden".

Artikel 4.

1. Het ontworpen artikel 3bis zou beter na artikel 4 van de gemeentekieswet komen te staan en zou dan artikel 4bis ervan vormen.

2. In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld aan het slot van het eerste en het tweede

lid van de ontworpen paragraaf 1 te schrijven "voor de verkiezing in de gemeente" in plaats van "voor de gemeente-raadsverkiezingen".

Aan het begin van het eerste lid van de ontworpen paragraaf 1 dient tussen de woorden "optreden" en "daartoe" het woord "die" te worden ingevoegd.

In hetzelfde lid, schrijve men "gewone verkiezing plaats heeft" in plaats van "gewone verkiezingen plaats hebben", "binnen acht dagen" in plaats van "binnen de acht dagen".

In het vierde lid van dezelfde paragraaf schrijve men "strafmaatregelen" in plaats van "strafsancties". Dezelfde opmerking geldt voor Paragraaf 2, derde lid.

Artikel 5.

Het zou beter zijn het eerste lid van het ontworpen artikel 4 als volgt te stellen :

"In geval van gewone verkiezing maakt het college van burgemeester en schepenen de kiezerslijst op op 1 augustus van het jaar gedurende hetwelk de gemeenteraden worden vernieuwd".

Artikel 6.

In de inleidende volzin behoort het eerste woord "Het" te vervallen.

In het tweede lid van het ontworpen artikel 5 schrijve men "Tongeren" in plaats van "Tonderen".

Artikel 8.

In de tweede zin van het ontworpen artikel 7, tweede lid, dient het woord "voormelde" vervangen te worden door het woord "koninklijk".

Artikel 9.

1. In het ontworpen artikel 8, derde lid, schrijve men in de Franse tekst "... sur l’avis conforme ...".

2. In het vierde lid van hetzelfde artikel dienen de woorden "door het vorige lid" als overbodig te vervallen.

In hetzelfde lid schrijve men "gemachtigde" in plaats van "afgevaardigde".

Artikel 12.

Wegens de omvang van de in artikel 12 van de gemeentekieswet aangebrachte wijzigingen wordt voorgesteld het artikel te vervangen.

Artikel 13.

Het ontworpen artikel 13 zou eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

"Elk bureau bestaat uit een voorzitter, in voorkomend geval een plaatsvervangend voorzitter, vier assessoren, vier plaatsvervangende assessoren en een secretaris.

Kandidaten mogen er geen deel van uitmaken".

Artikel 16.

In het ontworpen artikel 20, tweede lid, dienen de woorden "van dit artikel" te worden vervangen door de woorden "van het eerste lid".

In hetzelfde lid behoren de woorden "gelijk geschakeld" aan elkaar te worden geschreven.

Artikel 17.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 21, vierde lid, tweede zin, zou het beter zijn te schrijven "... les mentions indiquées à l'alinéa 2".

Artikel 18.

Aan het slot van het artikel schrijve men "... en de in het eerste tot derde lid bedoelde dagen".

Artikel 20.

1. De tekst onder 1° moet als volgt worden gesteld :

"1° paragraaf 1 wordt aangevuld met de woorden "en dat de woorden "arrondissementshoofdbureau";".

2. Het zou beter zijn de tekst onder 2° als volgt te redigeren :

"2° paragraaf 3 wordt aangevuld met een 5° waarvan de tekst als volgt wordt gesteld :

"5° het woord "arrondissementshoofdbureau" wordt vervangen door het woord "hoofdbureau"".

Artikel 22.

De woorden "gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1938 en 8 juli 1970" dienen te vervallen aangezien het derde lid van artikel 29 niet is gewijzigd bij die wetten.

Artikel 24.

In het ontworpen artikel 36 schrijve men : "Artikel 142 van het Kieswetboek ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 25.

In het ontworpen artikel 37, derde lid, eerste volzin, moeten de woorden "het vorige lid vermelde" vervangen worden door de woorden "in het tweede lid bedoelde".

In dezelfde volzin behoort het woord "ieder" te vervallen en schrijve men "het stempel" in plaats van "de stempel".

Artikel 26.

1. Wegens het hierna gedane voorstel om een nieuw derde lid in te voegen, zou de inleidende volzin van het ontworpen artikel 38 beter als volgt worden gesteld :

"Alle verkiezingsuitgaven komen ten laste van de gemeente, inzonderheid :"

2. Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verschaft over het ontworpen eerste lid, 2°, is de beperking van de dekking tot lichamelijke letsels het gevolg van de wil om aan te haken bij het koninklijk besluit van 13 november 1991 tot bepaling van de regels van de verzekering waarin voorzien is in artikel 130 van het Kieswetboek (3). Artikel 2, eerste lid, van het genoemde besluit luidt als volgt :

> "De verzekeringspolis die genomen wordt ter uitvoering van artikel 1 dekt lichamelijke letsels die voortvloeien uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus zijn overkomen tijdens de uitoefening van hun opdracht of op de heen- of terugweg van hun woonplaats naar de vergaderplaats van hun bureau".

Wegens de inhoud van artikel 130 van het Kieswetboek, veroorzaakt het ontworpen artikel 38, eerste lid, 2°, een ongelijke behandeling, waar geen aanvaardbare reden voor voorhanden is.

Dat de ontworpen tekst de bewoordingen van het voormelde koninklijk besluit van 13 november 1991 overneemt kan zulk een reden niet opleveren.

3. Voorgesteld wordt het ontworpen artikel 38 aan te vullen met een derde lid dat als volgt wordt gesteld :

"Ten laste van de Staat worden evenwel gebracht :

---

(3) Belgisch Staatsblad van 15 november 1991

1° het papier voor de stembiljetten;

2° de reiskosten van de kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar zij als kiezer zijn ingeschreven, onder de voorwaarden bepaald door de Koning".

Artikel 27.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"In artikel 40 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidende :

"§ 2. Het stemmerk ... (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande dat in het derde lid "met toepassing van het tweede lid" behoort te worden geschreven in plaats van "ter uitvoering van het vorige lid")".

Voorts dienen in hetzelfde derde lid de woorden "terug genomen" aan elkaar te worden geschreven.

Artikel 28.

In het ontworpen artikel 41, vierde lid, schrijve men "zijn toegelaten" in plaats van "worden toegelaten".

Artikel 29.

Overeenkomstig de voor het ontworpen artikel 40 voorgestelde redactie (artikel 27 van het ontwerp), schrijve men "met toepassing van de artikelen 37, derde lid, en 40, § 2, tweede lid".

Artikel 32.

Voorgesteld wordt de bepaling als volgt te stellen :

"In artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste tot het derde lid vormen paragraaf 1;

2° het vierde lid wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"§ 2. ... (zoals in het ontwerp)";

3° het vijfde tot het zevende lid vormen paragraaf 3".

Artikel 33.

In het ontworpen artikel 52, vierde lid, schrijve men : "bedoeld in het tweede en het derde lid".

Artikel 34.

De woorden "gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976" dienen te vervallen.

Artikel 37.

1. De inleidende volzin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 65 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 9 juni 1982 en 7 januari 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. Artikel 10, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet, luidt als volgt : "Een lid van het gemeentebestuur dat niet meer voldoet aan een van de verkiesbaarheidsvereisten houdt op deel uit te maken van de raad".

Bijgevolg dienen de woorden "en gemeenteraadslid te kunnen blijven", die voorkomen in de inleidende zin van het ontworpen artikel 65, te vervallen.

3. Voorgesteld wordt het ontworpen artikel 65, tweede lid, 2° en 3° als volgt te stellen :

"Niet verkiesbaar zijn :

1° (zoals in het ontwerp);

2° zij die zijn uitgesloten van het kiesrecht met toepassing van artikel 6 van het Kieswetboek;

3° zij die in de uitoefening van het kiesrecht geschorst zijn met toepassing van artikel 7 van hetzelfde Wetboek".

4. In de bepaling onder 4° van hetzelfde lid dienen de woorden "van dit lid" te vervallen".

Om het invoegen van een tussenzin in een opsomming te vermijden - een werkwijze die moeilijkheden doet ontstaan bij het verwijzen -, schrijve men aan het slot van de bepaling onder 4° ", waarbij deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling".

5. De volgende lezing wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 65, derde lid :

"Aan de verkiesbaarheidsvereisten dient voldaan te zijn op de dag van de verkiezing, met uitzondering van de vereisten gesteld in het eerste lid, 1° en 3°, waaraan voldaan dient te zijn op de dag dat de kiezerslijst wordt opgemaakt".

Artikel 40.

Volgens de memorie van toelichting "(draagt) de splitsing van het artikel 84 in paragrafen (...) bij tot een duidelijker geheel". Het beoogde doel is op verre na niet bereikt.

1° paragraaf 1 bestaat immers uit één lid en paragraaf 2 bestaat uit acht leden;

2° in paragraaf 1 is de verwijzing naar artikel 7 dubbelzinnig, aangezien in die bepaling een onderscheid wordt gemaakt tussen de gewone vergadering en de buitengewone vergadering van de kiezers (4);

3° het laatste lid van paragraaf 2 houdt geen verband met de rest van het artikel.

Bovendien is de wenselijkheid van de verwijzing naar artikel 3 van de nieuwe gemeentewet niet duidelijk.

Het artikel moet volledig worden herzien.

Artikel 42.

In de bepaling onder 1° behoort het woord "het" te vervallen.

---

(4) In de tweede zin van paragraaf 1 moet in de Franse tekst het woord "tracées" vervangen worden door het woord "prévues".

In de bepaling onder 2° schrijve men "artikel 33, vierde en vijfde lid, gewijzigd ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. BOUVIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. BOUVIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.